
NATIONAL OFFICE

1375, Boul. St-Laurent Blvd., Ottawa, ON K1G 0Z7, (613) 237-1590, Fax: (613) 237-5508 cupe.ca scfp.ca

FICHE D'INFORMATION

Les PPP et l'effondrement financier

Les partenariats public-privé sont déjà insensés dans le meilleur des cas, mais avec l'actuel effondrement économique, leur crédibilité pique encore du nez.

La crise du crédit rend difficile l'accès aux capitaux et au crédit pour les partenaires privés des PPP, ce qui menace de laisser leurs partenaires publics le bec à l'eau. En même temps, le coût de l'emprunt pour les gouvernements a diminué, élargissant encore l'écart entre les taux d'emprunt du secteur public et ceux du secteur privé.

Une étude mondiale menée en décembre 2008 par PriceWaterhouseCoopers a révélé que la crise du crédit a mené à une hausse marquée du coût des emprunts pour des projets d'infrastructure, d'environ 1,5 à 2 pour cent de plus que les taux les plus bas que peuvent obtenir les gouvernements. PWC résumait ainsi la situation pour les PPP : « Les marchés de la dette se sont taris ... Les perspectives à court terme sont sombres. Peu de contrats [de PPP] se signeront. Beaucoup ont déjà été reportés La dette bancaire est tout simplement insuffisante, et inefficace, comme source de financement à long terme Il serait naïf de s'attendre à ce que les marchés reviennent aux bas taux de la première moitié de 2007. Il est peu probable que de telles conditions se reproduisent. »¹

PriceWaterhouseCoopers soulignait également que la récession mondiale et la crise du crédit ont aussi créé des problèmes pour les PPP existants. Premièrement, la récession réduit les revenus de certains PPP, comme les routes à péages, ce qui rend difficile le remboursement de l'intérêt et des prêts. Deuxièmement, de nombreux PPP ont augmenté leurs dettes à court terme pour lancer leur projet, en pensant qu'il serait refinancé à des taux d'intérêt plus faibles une fois réalisé. Ces partenaires de PPP trouveront maintenant difficile d'obtenir de nouveaux prêts sans augmenter les paiements du coût de l'intérêt. « Ils pourraient se buter au double problème des conditions de dette et des revenus pires que prévu, ou même être tout simplement incapables de refinancer. »²

Les projets de PPP frappés par la crise économique

Au Royaume-Uni, 34 projets d'IFP seulement ont été signés en 2008, le nombre le plus bas depuis 1997. Un rapport publié en janvier 2009 par le Bureau national de la vérification du R.-U. avertissait que les projets de gestion des déchets en IFP étaient déjà retardés et qu'il fallait s'attendre à d'autres retards et incertitudes à cause de « difficultés dans les marchés financiers ». Une note ayant fait l'objet d'une fuite au journal *The Guardian* le même mois disait que les projets d'hôpitaux étaient menacés à cause de

¹ Tiré de David Hall, *A crisis for public-private partnerships (PPPs)?*, (Crise pour les partenariats public-privé?) Unité de recherche de l'Internationale des services publics, janvier 2009, p. 2.

² Ibid.

la crise de crédit des IFP. Les autorités sanitaires ont été averties de « s'attendre à un marché des capitaux désertique en 2010-2011 ».³

En janvier 2009, le *Vancouver Sun* publiait un article qui expliquait les dures répercussions de l'effondrement économique sur les financiers de neuf projets de PPP en Colombie-Britannique.

Le projet du pont en PPP Golden Ears, par exemple, a presque été annulé lorsque ses financiers sont passés à deux doigts de manquer à leurs obligations. La société affiliée de Depfa Bank, Hypo Real Estate Holding AG, a dû être renflouée à hauteur de 80 milliards de dollars par le gouvernement allemand, en plus d'obtenir des garanties de l'État de 50 milliards de dollars. Un autre renflouage est en train d'être négocié. Dexia, l'autre financier du projet de PPP, a aussi eu besoin d'une aide gouvernementale.

Le projet du pont Golden Ears n'est pas le seul projet de Depfa. La société aide aussi à financer deux autres PPP en Colombie-Britannique : l'hôpital Royal Jubilee, construit à Victoria, et le nouvel hôpital ambulatoire de Surrey.

En février, le PPP de 3,3 milliards de dollars du pont Port Mann s'est effondré lorsque le gouvernement de la Colombie-Britannique a été incapable d'en arriver à une entente de financement avec le consortium privé. Ce consortium était dirigé par Macquarie Group, un exploitant et investisseur d'autoroutes à péages basé en Australie dont l'action a fait une chute de 82 pour cent de mai 2007 à février 2009. Le gouvernement provincial entreprendra maintenant le projet du pont en tant que projet de conception-construction financé par le public.⁴

Babcock & Brown, la société affiliée de Babcock & Brown Public Partnerships Ltd., qui avait reçu le contrat de construction et d'exploitation des 18 écoles en PPP de l'Alberta, a perdu 98 pour cent de sa valeur au marché à cause du resserrement du crédit et a temporairement mis fin au commerce de ses actions à deux reprises cette année. Babcock & Brown Public Partnerships Ltd. vient de mettre à pied le quart de son personnel. Babcock participe aussi à plusieurs autres projets de PPP en Colombie-Britannique.⁵

À Montréal, la crise mondiale du crédit menace le financement en PPP de deux projets de méga-hôpitaux. Partenariat CUSM soumissionne pour le contrat de 1,1 milliard de dollars visant la construction et la gestion du futur hôpital du Centre de santé de l'Université McGill, mais le consortium a perdu John Laing Investments Ltd. en novembre dernier, ce qui laisse Obrascon Hurarte Lain SA, de Madrid, comme seul partenaire majeur du consortium. Entre-temps, l'autre projet d'hôpital, le Centre hospitalier de l'Université de Montréal, n'est pas en terrain très solide puisque le consortium soumissionnant pour le projet, Accès Santé CHUM, comprend le groupe Babcock & Brown Infrastructure, en difficulté.⁶

³ Ibid., p.3. Beaucoup des bailleurs de fonds des PPP ont vu leurs actions chuter ou ont dû être renfloués par les gouvernements, ou les deux.³

⁴ Lori Culbert, « Private financing for new Port Mann project vaporizes » (Le financement privé du nouveau projet de Port Mann s'envole en fumée), *Vancouver Sun*, 28 février 2009.

⁵ Jonathan Fowlie et Lori Culbert, « B.C.'s P3 projects not immune to world financial meltdown » (Les projets de PPP de la C.-B. subissent les effets de l'effondrement financier) *Vancouver Sun*, 23 janvier 2009.

⁶ Aaron Derfel, « Superhospital financing doubt » (Le financement du super-hôpital mis en doute) *The Montreal Gazette*, 28 février 2009.

Les promoteurs des PPP sur la défensive

La crise financière a mis les promoteurs des PPP sur la défensive et les a obligés à trouver de nouveaux stratagèmes pour inciter le secteur public à assumer le risque du financement de projets en PPP.

Par exemple, le Conseil canadien pour les partenariats public-privé a publié un commentaire sur son site Web intitulé « A Matter of Time: Will the Credit Crisis Impact Canadian P3s? » (Une question de temps : la crise du crédit aura-t-elle des effets sur les PPP canadiens?) et qui concluait ainsi : « L'absence de disponibilité, combinée à l'augmentation générale du coût du financement privé, obligera les partenaires, tant publics que privés, à réévaluer la façon dont ils abordent le financement. Nous croyons que l'on aura davantage recours au cofinancement et autres structures dans lesquelles le secteur public agit à titre de fournisseur de liquidités dans les projets. »⁷

Autrement dit, le CCPPP suggère que les « partenaires » du secteur privé tirent profit du coût d'emprunt inférieur dont jouissent les gouvernements pour rendre les PPP viables. Il faut donc se demander pour quelle raison les gouvernements ne financeraient-ils pas eux-mêmes les projets d'infrastructure en ayant recours aux processus conventionnels d'acquisition du secteur public? Malheureusement, l'idéologie semble prendre le dessus sur le bon sens chez la plupart des politiciens de droite.

Gordon Campbell, premier ministre de la Colombie-Britannique, a déclaré que la stabilité économique des projets en PPP de sa province financés par le privé ne l'inquiétait pas. « Je sais qu'il y a d'autres défis. Mais je crois aussi que ces projets sont exactement ce que recherchent les institutions financières . . . des rendements à long terme dont le soutien est garanti. »⁸

Néanmoins, en novembre dernier, le gouvernement de la Colombie-Britannique a relevé de 20 à 50 millions de dollars le seuil des projets en immobilisations dont la possibilité de se faire en PPP doit être évaluée. Cette mesure a été prise « dans le cadre de l'engagement du gouvernement à accélérer les projets d'infrastructure »⁹ – une reconnaissance implicite des lenteurs bureaucratiques et des retards associés aux projets de PPP.

Lorsque le premier ministre Stephen Harper était à Surrey plus tôt cette année pour appuyer le projet de la route périphérique en PPP de South Fraser, un journaliste lui a demandé si la stabilité financière de ces projets l'inquiétait, compte tenu de la crise du crédit.

M. Harper a répondu : « Je dirais que des projets comme celui-ci, avec la participation des deux ordres de gouvernement et du secteur privé, sont exactement de genre de choses dont notre économie a besoin, dont le secteur privé et nos institutions financières ont besoin pour stimuler la confiance. Je crois que c'est un excellent projet en tout temps, mais c'est un projet particulièrement intéressant en ce moment pour les raisons que vous avez vous-même soulignées. »¹⁰

⁷ *Le Conseil canadien pour les partenariats public-privé*, « A Matter of Time: Will the Credit Crisis Impact Canadian P3s? », 14 novembre 2008, à <http://www.pppcouncil.ca/blog/>

⁸ Jonathan Fowlie et Lori Culbert, « B.C.'s P3 projects not immune to world financial meltdown » (Les projets de PPP de la C.-B. subissent les effets de l'effondrement financier) *Vancouver Sun*, 23 janvier 2009.

⁹ Communiqué de presse du gouvernement de la Colombie-Britannique, « Province raises capital standard threshold for PPPs » (La province hausse le seuil des capitaux pour les PPP) 7 novembre 2008.

¹⁰ Tiré de la transcription d'une conférence de presse avec le premier ministre Harper sur le projet de route périphérique South Fraser, Source: CBC Newsworld, 12 janvier 2009, à http://www.pppcouncil.ca/pdf/news_pm_01122009.pdf

En effet, le gouvernement fédéral procède à l'établissement de PPP Canada, une société d'État qui fera la promotion du développement futur du marché des PPP au Canada. Entre-temps, les Canadiens attendent toujours de vraies mesures de stimulation économique qui accéléreraient la réalisation de plusieurs projets d'infrastructure promis depuis longtemps.

J1*sepb491